

Convention collective départementale

IDCC : 914. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES**

(AIN)

Mensuels

(1^{er} décembre 1976)

(Etendue par arrêté du 5 juin 1981,
Journal officiel du 12 juin 1981)

■ *Journal officiel* du 3 novembre 2006

Arrêté du 23 octobre 2006 portant extension d'un avenant à une annexe de la convention collective des « mensuels » des industries métallurgiques de l'Ain (n° 914)

NOR : SOCT0612188A

Le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement,

Vu les articles L. 133-1 et suivants du code du travail ;

Vu l'arrêté du 5 avril 1981 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du 15 décembre 2003, portant extension de la convention collective des « mensuels » des industries métallurgiques de l'Ain du 1^{er} décembre 1976 et des textes qui l'ont modifiée ou complétée ;

Vu l'avenant du 12 janvier 2006, relatif aux salaires (barèmes annexés), à l'annexe II de la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 2 août 2006 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure prévue à l'article R. 133-2 du code du travail,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective des « mensuels » des industries métallurgiques de l'Ain du 1^{er} décembre 1976, tel qu'é-

tendu par l'arrêté du 5 juin 1981 et modifié par l'avenant du 26 février 1993, et à l'exclusion de la réparation d'appareils électriques pour le ménage non associée à un magasin de vente, les dispositions de l'avenant du 12 janvier 2006, relatif aux salaires (barèmes annexés), à l'annexe II de la convention collective susvisée.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 23 octobre 2006.

Pour le ministre et par délégation :
*La sous-directrice des relations individuelles
et collectives du travail,*
E. FRICHET-THIRION

Nota. – Le texte de l'avenant susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2006/29, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,61 €.